

Chiffres clés du BTP – T1 2018

INDICES ET INDEX



- Information sur le nouveau dispositif des indices et des index du BTP

BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

ET NON RÉSIDENTIELS



- Autorisations de construire et surfaces de locaux
- Logement social

ACTIVITÉ



- Secteurs Constructions publiques, Génie civil et Routes
- Consultations
- Importations de ciments et de clinker
- Indices des locations et des montages / démontages de grues
- Enquête d'opinion: carnets de commandes
- Ventes de matériaux recyclés

EMPLOIS ET ENTREPRISES



- Nombre d'entreprises
- Créations d'entreprises
- Défaillances d'entreprises
- Effectifs salariés
- Emploi intérim
- Demandeurs d'emploi – secteur construction

Au premier trimestre 2018, le niveau des mises en chantier de logements autorisés et commencés progressent respectivement de 5,1 % et de 3,1 %. Par ailleurs, les crédits de paiement mandatés par les maîtres d'ouvrage pour la réalisation de grands travaux ont représentés 99 M€ pour ce trimestre (- 49 % par rapport au T4 2017) dont 81,7 M€ mandatés pour les routes réunionnaises.

D'un point de vue social, 2 699 entreprises et 16 718 salariés sont enregistrées auprès de la caisse des congés payés soit respectivement + 1,1 % et - 2,5 % entre décembre 2017 et mars 2018. Autrement, 231 entreprises ont été créées selon l'INSEE tandis que les défaillances d'entreprises ont concerné 36 entreprises selon la Banque de France pour ce premier trimestre 2018.



INDICES ET INDEX

INFORMATION INDICES ET INDEX LOCAUX DU BTP

A compter de janvier 2017 les valeurs des indices et des index du BTP ne sont plus reprises dans les notes trimestrielles de conjoncture.

Les valeurs des indices et des index font dorénavant l'objet de publications spécifiques disponibles sur le site de la CERBTP. Sont mises à disposition sur www.btp-reunion.net :

- Les valeurs mensuelles des indices et index locaux en format Excel
- La publication faisant état des évolutions des indices et des index



LA REFONTE DES INDEX DU BTP : Un travail de refonte en profondeur du dispositif des index a été lancé fin 2015. Il a abouti en 2017 à la mise en œuvre de nouveaux indices et index en phase avec les évolutions des prix du marché local. Le nouveau dispositif comprend maintenant 23 index généraux du BTP et suit un panel de matériaux plus complet. Les index sont dorénavant calculés en base 100 décembre 2016. Uniquement en charge du calcul des indices de matériaux avant la refonte, la CERBTP a depuis 2017 également la charge du calcul des index du BTP (calculés auparavant par la DEAL de La Réunion).

Pour plus d'information rendez-vous sur le site internet de la CERBTP www.btp-reunion.net où sont disponibles :

- La note méthodologique sur la refonte des index du BTP
- L'Arrêté préfectoral n°1134 du 25 juin 2018 régissant le nouveau dispositif
- Les fiches techniques index



BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS ET NON RÉSIDENTIELS

AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE ET SURFACES DE LOCAUX

Selon les estimations, **8 110 logements** ont été autorisés à la construction à La Réunion entre avril 2018 et mars 2018, soit une **variation de + 5,1 %** comparativement à la même période un an auparavant.

Les tendances s'inversent par rapport au trimestre précédent car les logements individuels purs stagnent avec + 1,7 %, les logements individuels groupés baissent de 3,6 % et c'est le nombre de permis de construire délivré pour les logements collectifs et en résidence qui tire à la hausse le nombre de logements autorisés (+ 11,2 %).

Considérant l'ensemble des déclarations d'ouverture de chantier, le nombre de logements progresse de + 3,1 % sur la période considérée avec une baisse pour les logements collectifs de 3,6 %. A contrario, l'individuel pur et l'individuel groupé augmentent respectivement de 10,6 % et de 5,3 % pour le 1^{er} trimestre 2018.

En matière de surface de plancher non résidentiels autorisés à la fin du mois de mars, on enregistre **505 800 m² de surface autorisés** sur la période dont 440 660 m² pour la part privée et 65 140 m² pour les locaux publics.

NB : A compter de la note du T1 2016 et dans une volonté d'harmonisation des informations publiées par la CERBTP et la DEAL, l'analyse des données des autorisations de construire et des surfaces de locaux se fait désormais sur la base d'un cumul sur les 12 derniers mois. La prochaine parution fera état des résultats sur la période de février 2016 à mars 2017.

Unité: en m² de surface de plancher

Type de locaux	Avril 2017 – Mars 2018	Part selon le type de locaux	Variation cumul sur 12 mois ¹
Locaux publics	65 140	13 %	- 19 % ↓
Locaux privés	440 660	87 %	+ 11 % ↑
ENSEMBLE	505 800	100 %	+ 6 % ↑

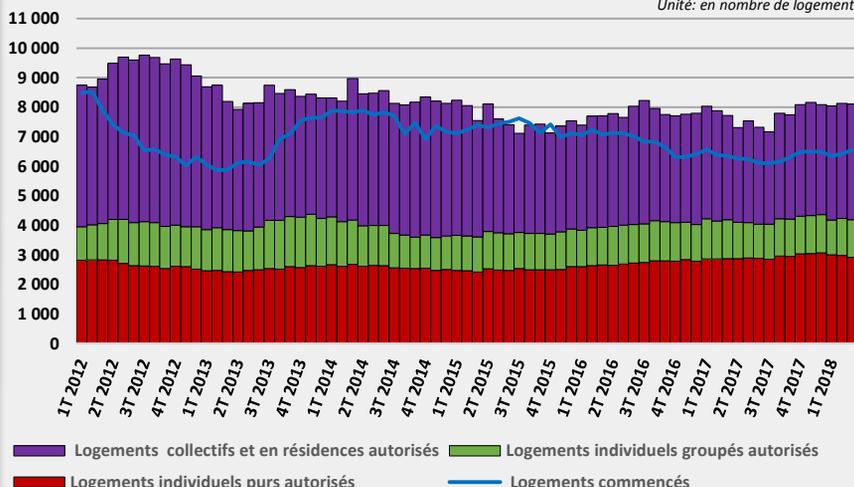
Source: SOeS, Sit@del2, en date de prise en compte

1. cumul avril 2017 – mars 2018 / cumul avril 2016 – mars 2017

NB: Compte tenu des arrondis la somme des surfaces des locaux publics et privés peut être différente de la surface totale affichée.

Nombre de logement autorisés et ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier à La Réunion par types en cumul sur 12 mois

Unité: en nombre de logements



Autorisations de construire (résidentiel)

Unité: en nombre de logements

Type de logements	Avril 2017 – Mars 2018	
	Nombre	Variation cumul sur 12 mois ¹
ENSEMBLE AUTORISES	8 110	+ 5,1 % ↑
Individuels purs	2 920	+ 1,7 % ↑
Individuels groupés	1 270	- 3,6 % ↓
Collectifs & en résidences	3 920	+ 11,2 % ↑
DECLARATION D'OUVERTURE	6 560	+ 3,1 % ↑
Individuels purs	2 660	+ 10,6 % ↑
Individuels groupés	1 040	+ 5,3 % ↑
Collectifs et en résidences	2 860	- 3,6 % ↓

Source: SOeS, Sit@del2, estimations en date réelle à fin mars 2018

1. cumul avril 2017 – mars 2018 / cumul avril 2016 – mars 2017

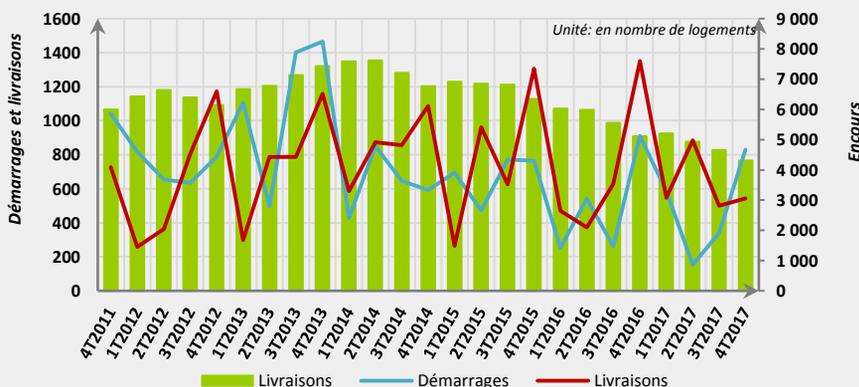
LOGEMENT SOCIAL

	T1 2018	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Démarrages	nc	nc	nc
Livraisons	nc	nc	nc
Encours	nc	nc	nc

Cet indicateur n'a pu être élaboré pour ce numéro.

Démarrages, livraisons et encours de logements sociaux

(construction en locatif neuf (LLS LLTS PLS PSLA))



Source: DEAL, SHLS, CERBTP
Mise à jour le 03/04/2018



ACTIVITÉ

SECTEURS CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, GÉNIE CIVIL ET ROUTES

Constructions publiques

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T1 2018	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Région	9,3	- 34 %	- 62 %
Département	2,8	+ 69 %	- 73 %
Etat*	0,3	- 55 %	- 75 %
Aéroports	0,7	+ 8 %	- 81 %
TOTAL TRAVAUX	13,1	- 24 % ↓	- 67 % ↓

Génie civil

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T1 2018	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Aéroports	0,05	+ 440 %	- 99 %
GPMDLR	0,45	- 31 %	- 23 %
Département : Eau	3,9	+ 329 %	+ 11 %
TOTAL TRAVAUX	4,4	+ 181 % ↑	- 58 % ↓

Routes

Unité: en millions d'euros

Maîtrise d'ouvrage	T1 2018	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Région** dont NRL	78,4 70,2	+ 108 % + 126 %	- 37 % - 11 %
Département	3,3	+ 50 %	- 82 %
TOTAL TRAVAUX	81,7	+ 105 % ↑	- 43 % ↓

Pour le début d'année 2018, on constate un recul sur le total des crédits de paiement comme observé pour chaque début d'année (- 49 % par rapport au trimestre précédent).

Au 1^{er} trimestre 2018, 99 M€ ont été mandatés par les maîtres d'ouvrage pour la réalisation de grands travaux dont 81 M€ pour la construction et l'entretien des routes, 13,1 M€ pour les constructions publiques et 4,4 M€ pour le génie civil et les grands équipements (contre 192,8 M€ pour le T4 2017).

Dans le secteur des routes, les travaux de la Région Réunion pour la NRL s'élève à 70,2 M€ en ce début d'année et représente 89,5 % du total des crédits de paiement pour les routes réunionnaises.

En matière de génie civil, sur les 4,4 M€ mandatés, ce sont les travaux d'extension, de renforcement et de sécurisation du périmètre irrigué sud entrepris par le Conseil départemental qui marquent les évolutions du 1^{er} trimestre 2018 pour un montant de 3,9 M€.

En matière de constructions publiques, les crédits de paiement enregistrent le niveau le plus bas depuis 2012 soit un recul de 67 % par rapport au trimestre précédent et de -24 % par rapport à la même période en 2017.

* Attention, les données de la construction publique pour l'Etat sont consolidées à chaque trimestre.

** A compter du troisième trimestre 2016 les données de La Région Réunion pour les routes incluent le montant des études.

Source: DEAL, Conseil Régional, Conseil Départemental, SA Roland Garros, Syndicat Mixte de Pierrefonds, le Grand Port Maritime de La Réunion.

CONSULTATIONS

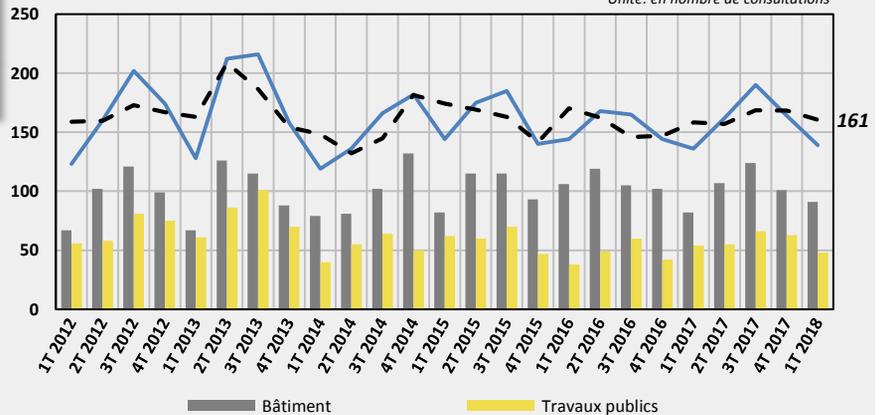
	Date	Valeur	Moyenne annuelle	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Consultations	T1 2018	139	+ 7 % ↑	+ 2 % ↑	- 15 % ↓

Au 1^{er} trimestre 2018, 139 consultations de travaux ont été recensées, dont 91 pour le secteur du bâtiment et 48 pour les travaux publics. Comparativement à la même période en 2017, ce chiffre global est en légère augmentation de 2 %. Si l'on se réfère au trimestre précédent, la tendance amorcée depuis le 3^{ème} trimestre 2017 se poursuit (- 15 % pour le total des consultations).

Source: CERBTP, l'Officiel de La Réunion, Vecteur +
Mise à jour le 17/07/2018

Évolution du nombre de consultations

Unité: en nombre de consultations



IMPORTATIONS DE CIMENTS ET DE CLINKER

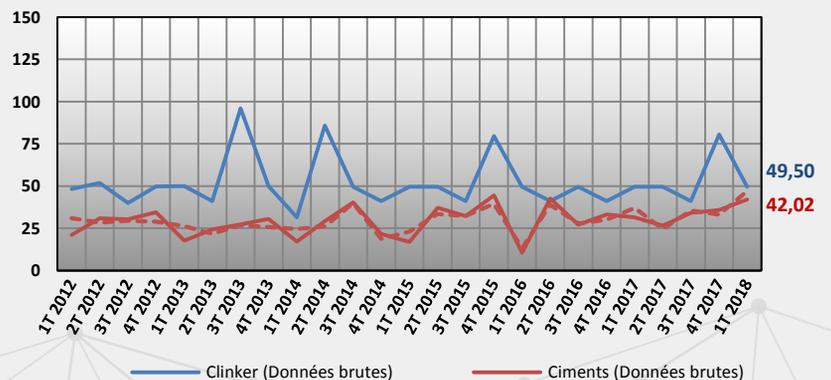
	Date	Valeur	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Clinker	T1 2018	49,5	+ 0,0 % ≈	- 39 % ↓
Ciments	T1 2018	42,02	+ 33 %	+ 17 % ↑

Au 1^{er} trimestre 2018, le niveau d'importation pour le clinker est de 49,5 M€ soit une baisse de 39 % par rapport au trimestre précédent. Les importations pour les ciments ont représentés 42,02 KT pour une progression de 17 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2017 et de 33 % en glissement annuel.

Source: Douanes, CVS CERBTP

N.B.: l'analyse de l'importation de ciments à partir des données douanières peut être biaisée à court terme par les rotations des navires.

Évolution des importations de ciments et de clinker





ACTIVITÉ

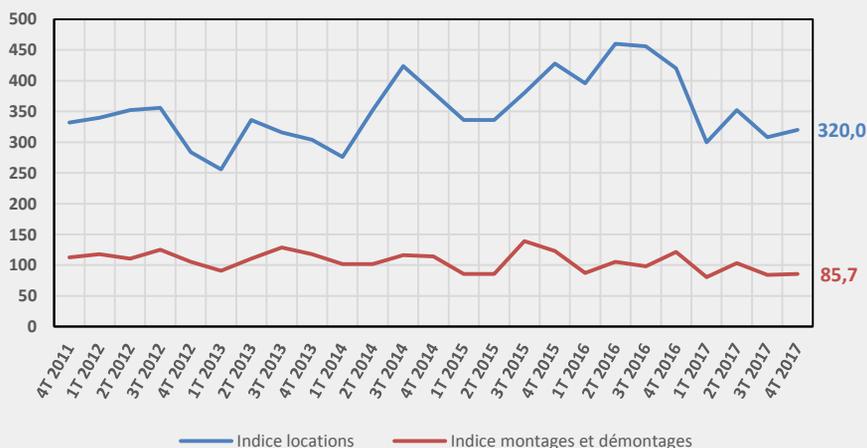
INDICES DES LOCATIONS / MONTAGES ET DÉMONTAGES DE GRUES

	Date	Valeur	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Locations	T1 2018	nc	nc	nc
Montages & Démontages	T1 2018	nc	nc	nc

Source: CERBTB

Cet indicateur n'a pu être élaboré pour ce numéro.

Évolution des locations et des montages / démontages de grues
(base 100 janv.2010)

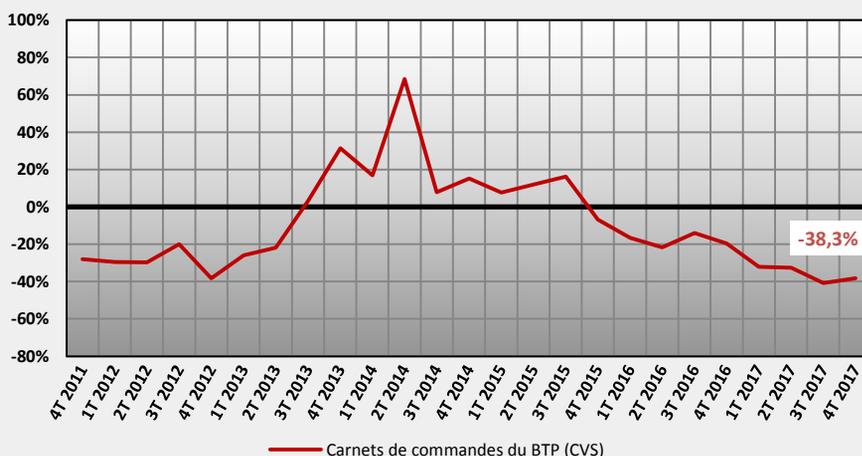


ENQUETE D'OPINION: CARNETS DE COMMANDES

Cet indicateur n'a pu être élaboré pour ce numéro.

Source: Données CVS Iedom

Soldes d'opinion: carnets de commandes des entreprises du BTP



VENTES DE MATÉRIAUX RECYCLÉS

Unité: en tonnes

	T1 2018	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
Graves recyclées 0/80	37 569	+ 23 %	- 30 %
Graves recyclées 0/31,5	4 040	- 62%	- 35 %
Graves recyclées 0/20	3 907	+ 54 %	- 58 %
Sables recyclés (0/6 ; 0/8)	4 908	+ 9 %	+ 15 %
Autres (dont 0/63)	12 681	+ 21 %	- 34 %
TOTAL	63 105	+ 8 % ↗	- 32 % ↗

Au 1^{er} trimestre 2018, environ 63 105 tonnes de graves recyclées ont été écoulées sur le marché. En augmentation constante en 2017, le début 2018 connaît un ralentissement des ventes (- 32 %) par rapport au trimestre précédent.

Nb : en 2015 deux entreprises ont arrêté leur activité de recyclage de matières inertes.

Source: CERBTB



EMPLOIS ET ENTREPRISES

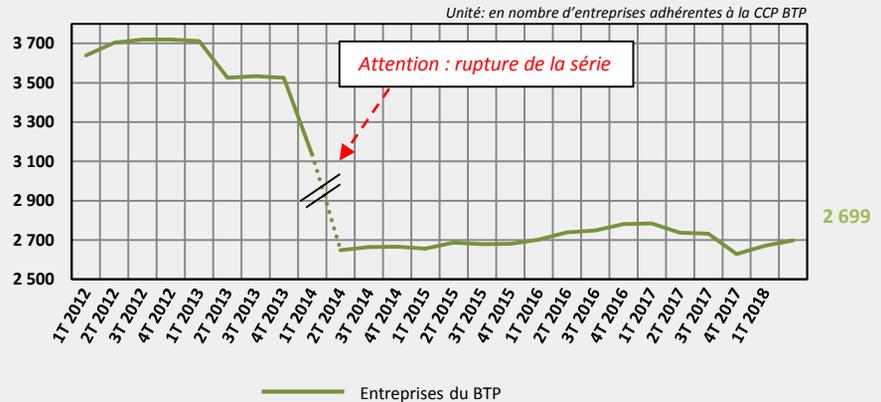
NOMBRE D'ENTREPRISES

Date	Valeur moyenne	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
T1 2018	2 699	- 1,4 % ↓	+ 1,1 % ↑

Depuis le mois d'octobre 2013, on peut noter une rupture de la série du nombre d'entreprises qui repose sur la mise à jour de la base de données de la Caisse des Congés Payés du BTP. Le nombre d'entreprises adhérentes est donc diffusé mais les observations récentes ne doivent pas être comparées à celles de périodes antérieures.

Au 1er trimestre 2018, 2 699 entreprises ont été enregistrées à la caisse des congés payés du BTP soit + 1,1 %. Par rapport à la même période en 2017, le niveau reste bas avec un recul de 1,4 %.

Evolution du nombre d'entreprises du BTP



Source: CCP BTP

N.B.: les chiffres de la CCP-BTP sont révisés mensuellement.

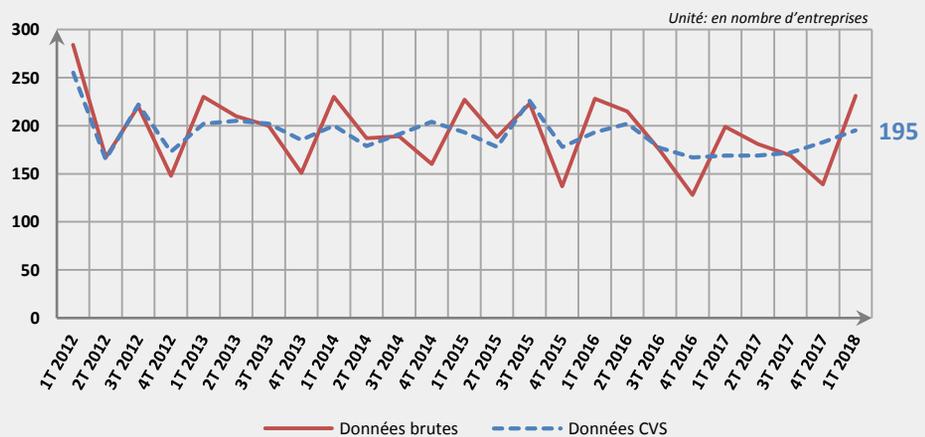
CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Date	Valeur	T1 2018 / T1 2017	Var. trim.
T1 2018	231	+ 16,1 % ↑	+ 66,2 % ↑

Au 1^{er} trimestre 2018, la saisonnalité en matière de création d'entreprises a pour conséquence une progression du nombre d'entreprises. 231 entreprises ont été créées dans le secteur de la construction soit + 66,2 % par rapport au trimestre dernier.

En comparaison au 1^{er} trimestre 2017, le rythme des créations d'entreprises a été dynamique pour ce début 2018, soit une augmentation de 16,1 % en glissement annuel.

Evolution des créations d'entreprises



Source: Insee

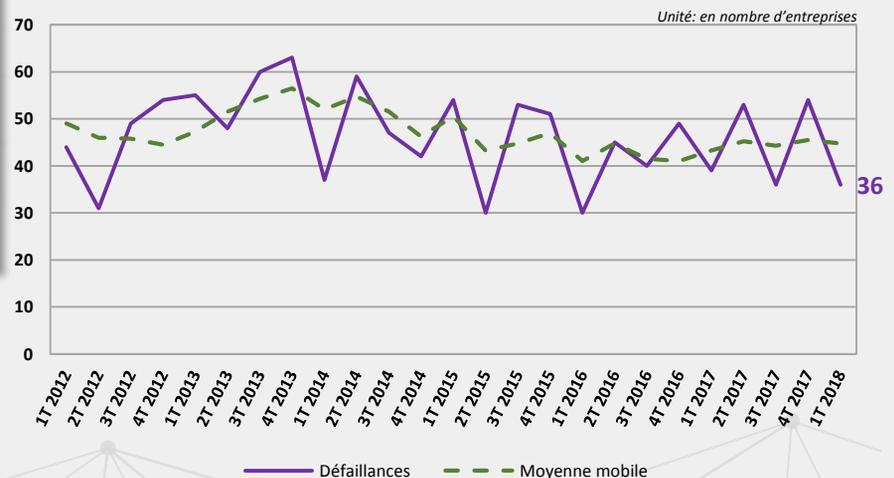
DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction	Valeur	Evolution 1 an
Défaillances (T1 2018)	36	- 7,7 % ↓
Défaillances cumulées (4 derniers trimestres)	179	+ 3,5 % ↑
Effectifs salariés (T1 2018)	184	+ 8,2 % ↑
Effectifs salariés cumulés (4 derniers trimestres)	736	- 14,6 % ↓

Au 1er trimestre 2018, les défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction ont représenté 36 défaillances soit - 7,7 % par rapport à la même période en 2017.

On estime à 184 salariés concernés par ces fermetures pour ce trimestre et 736 salariés en cumulant les quatre derniers trimestres.

Défaillances d'entreprises de la Construction



Source: Banque de France (données brutes)



EMPLOIS ET ENTREPRISES

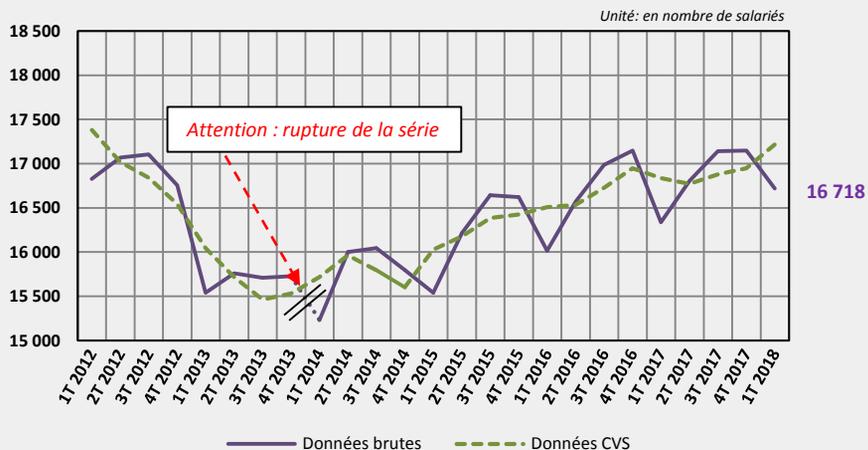
EFFECTIFS SALARIÉS

Date	Valeur moyenne	T3 2017 / T3 2016	Var. trim.
T1 2018	16 718	+ 2,3 % ↗	- 2,5 % ↘

Depuis le mois d'octobre 2013, on peut noter une rupture de la série des effectifs salariés qui repose sur la mise à jour de la base de données de la Caisse des Congés Payés du BTP. Le niveau d'emploi est donc diffusé mais les observations récentes ne doivent pas être comparées à celles de périodes antérieures.

Après les congés du secteur, au 1^{er} trimestre 2018, le niveau des effectifs salariés du BTP est de 16 718 salariés soit - 2,5 % par rapport au trimestre précédent et + 2,3 % comparativement à la même période en 2017.

Evolution des effectifs salariés du BTP



Source: CCP BTP, CVS CERBTB

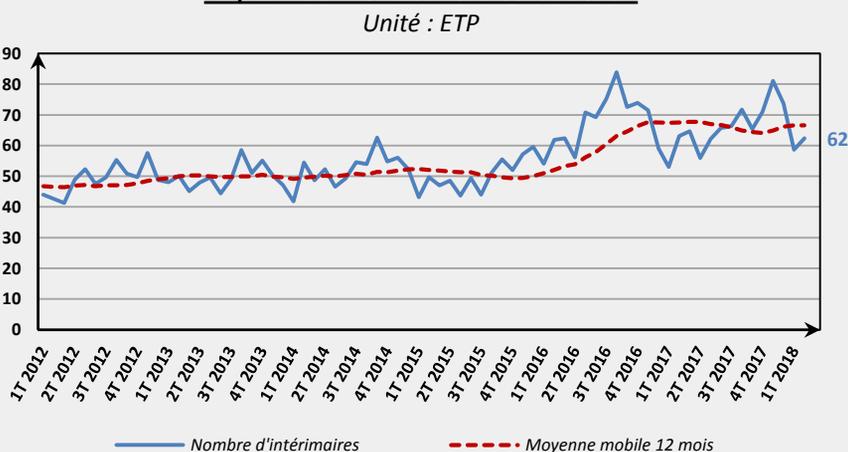
N.B: les chiffres de la CCP-BTP sont révisés mensuellement.

EMPLOI INTÉRIM – SECTEUR CONSTRUCTION

Emploi intérimaire – Construction (en équivalent temps plein – brut)	Valeur	Février 2018 Evolution 1 an
Nombre d'intérimaires à février 2018	62 ETP	- 1,1 % ↘
Nombre moyen d'intérimaires Au cours des 3 dernier mois à février 2018	65 ETP	+ 11,1 % ↗
Nombre moyen d'intérimaires Au cours des 12 derniers mois à février 2018	67 ETP	- 1,5 % ↘

En février 2018, le nombre moyen d'intérimaires dans le secteur de la construction a représenté 62 équivalents temps plein soit une légère augmentation de 1,1 % en comparaison à février 2017.

Emploi intérimaire dans la Construction



NB : Les données relatives à l'emploi intérim sont disponibles avec un trimestre de décalage par rapport à la période en cours.

Les données détaillées pour l'emploi intérimaire dans le secteur de la construction ne sont pas disponibles pour le moment.

Les données présentées sont issues des données brutes mensuelles à fin juin 2017.

Source: Dares (données brutes – ETP)

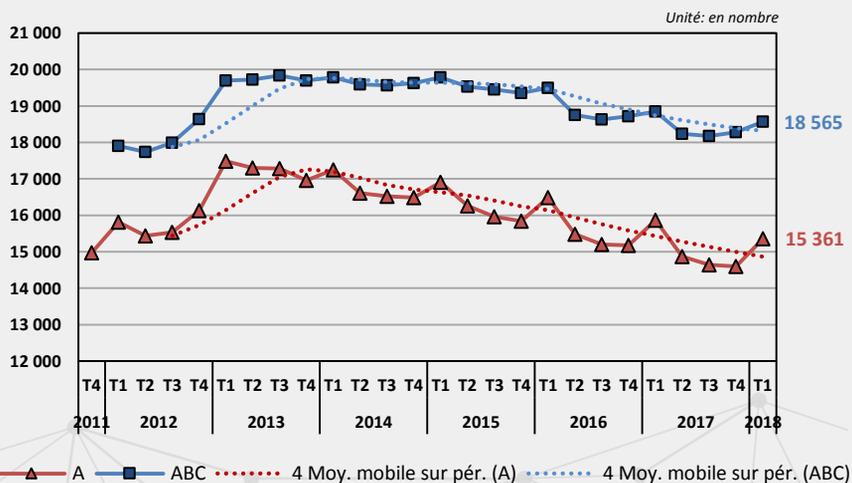
DEMANDEURS D'EMPLOI – SECTEUR CONSTRUCTION

	Date	Valeur	T1 2018 / T4 2017	Var. trim.
DEFM cat. A, B, C	T1 2018	18 565	- 1,5 % ↘	+ 1,5 % ↗
DEFM cat. A	T1 2018	1361	- 3,2 % ↘	+ 5,2 % ↗

Au 1^{er} trimestre 2018, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi progresse respectivement de 5,2 % pour les demandeurs d'emploi de catégorie A et de 1,5 % pour les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C.

Par rapport à la même période en 2017, le nombre des demandeurs d'emploi est moins important pour les catégories A, B, C (- 1,5 %) et pour les catégories A (- 3,2 %).

Evolution des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)



Source: CERC, Pôle Emploi

MÉTHODOLOGIE GLOBALE

Il est à noter que le présent document a pour vocation d'établir un tableau de bord synthétique relatif à l'activité du BTP à La Réunion. L'évolution des indicateurs retenus pour cette note est publiée uniquement à partir de l'année 2011.

Les tableaux relatifs aux séries donnent les dernières valeurs connues pour les phénomènes observés et les évolutions sont commentées en variation d'un trimestre sur l'autre mais aussi en glissement annuel afin de comparer les niveaux sur des périodes similaires (excepté pour le nombre de consultations, les autorisations de construire et les offres d'emploi qui sont comparés en moyenne annuelle).

AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE ET SURFACES DE LOCAUX

La réforme de la surface de plancher de référence en urbanisme est entrée en vigueur le 1er mars 2012 et se substitue à la SHOB et à la SHON. La « surface de plancher » s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs. **Les séries de surfaces de locaux sont maintenant en date de prise en compte.** Dans Sit@del2, les annulations sont comptées comme les autorisations et les mises en chantier au mois de leur arrivée et ne conduisent plus à une révision des séries en date de prise en compte. **Les autorisations de construire ne sont plus nettes d'annulation et sont révisées mensuellement.** Les séries en date de prise en compte agrègent l'information selon la date d'enregistrement de la donnée dans l'application Sitadel2. **Les séries en date réelle** agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire.

LES DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Les indicateurs publiés dans cette note sont en général marqués par des phénomènes récurrents, de type saisonnier, qui masquent les effets de nature économique. Il est donc nécessaire de retravailler ces données afin d'analyser les variations purement conjoncturelles des séries. C'est pourquoi certaines séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Cette méthode permet d'éliminer l'effet saisonnier de chaque indicateur pour ne garder que les composantes fondamentales liées à la tendance et à certaines irrégularités des séries.

SOLDE D'OPINION : CARNETS DE COMMANDES

L'enquête d'opinion réalisée tous les trimestres par l'edom se réfère à un échantillon de 16 entreprises employant au total 2 355 salariés dans le secteur du BTP. Cette enquête s'intéresse aux carnets de commandes des chefs d'entreprises réunionnais qui communiquent leur activité pour le trimestre passé. Les réponses sont ensuite agrégées sous la forme de soldes d'opinion.

Ces soldes d'opinion, étant des nombres abstraits, ne traduisent pas directement les véritables fluctuations des phénomènes qui y sont liés.

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

EMPLOI INTÉRIM

Un contrat intérimaire est signé pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, dénommée mission. Pôle emploi recense les missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire. À partir de ces informations on peut définir:

- Les contrats conclus au cours du trimestre: ce sont les missions dont la date de début appartient à la période considérée ;
- Les contrats en cours en fin de trimestre: c'est le nombre de missions recensées à la fin de la période considérée ;
- Les emplois en équivalent temps plein (ETP): mesurés par le rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps (sur une base de 45 semaines par an).

DEMANDEURS D'EMPLOI

Les catégories statistiques utilisées ont été définies en 2008 par Pôle Emploi afin de mesurer les effectifs de demandeurs d'emploi:

- Catégorie A: demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie ABC: demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite.

REMERCIEMENTS

La CERBTP, en tant qu'observatoire du secteur de la construction, tient particulièrement à remercier l'ensemble des collaborateurs qui ont permis la mise en place de cette note de conjoncture trimestrielle.



CERBTP - 2, rue Juliette Dodu - CS 41009 - 97 743 SAINT-DENIS CEDEX 9

Tél: 0262 40 28 16 - Fax: 0262 40 28 60 - Mail: cerbtp@i-carre.net - Web: <http://www.btp-reunion.net>